

PREFECTURE DE LOT-ET-GARONNE

**Arrêté n° 2006-334-3
portant approbation de la carte communale
de la commune de LA RÉUNION**

**Le Préfet de Lot et Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 124-1 à L. 124-4, R. 124-1 à R. 124-8 et L. 421-2-1,

Vu la délibération du Conseil Municipal de La Réunion en date du 12 juillet 2006 arrêtant le projet de carte communale de la commune,

Vu l'arrêté du Maire de La Réunion en date du 30 janvier 2006 soumettant le projet arrêté à enquête publique,

Vu les résultats de l'enquête publique ouverte du 7 août au 07 septembre 2006+ inclus, en mairie de La Réunion, ainsi que les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de La Réunion du 14 septembre 2006 approuvant la Carte Communale qui lui est annexée et la transmettant au Préfet de Lot-et-Garonne pour approbation conjointe,

Considérant qu'en application de l'article L. 124-2 du Code de l'Urbanisme, les Cartes Communales sont approuvées, après enquête publique, par le Conseil Municipal des communes intéressées et le Préfet du Département,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 21 novembre 2006,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La Carte Communale de la commune de La Réunion annexée au présent arrêté est approuvée.

Article 2 :

Le dossier de la Carte Communale approuvée est tenu à la disposition du public en mairie de La Réunion et à la Préfecture de Lot et Garonne, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 3 :

Les actes d'urbanisme délivrés par le maire de La Réunion seront délivrés au nom de l'État.


Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Lot et Garonne, la Sous-Préfète de Nérac, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de la commune de La Réunion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché au panneau d'affichage officiel de la mairie de La Réunion.

A Agen, le

30 NOV. 2006

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,


Laurent BERNARD

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois suivant sa date de publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

COMMUNE DE LA REUNION


L'an deux mil six , le **douze Juillet**, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans la salle de la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Bruno GALICHON, Maire.**

Etaient présents: Mmes Renée **BERNARD**, Michèle **BORSATO**, Mrs Michel **CHAILLOU**, Gérard **MEHATS**, Lionel **CAPES**, André **SARRAU**,

Absentes: Mmes Solange **DUTHIL** et Martine **MARTIN.**

Mme Renée **BERNARD** a été nommée secrétaire de séance.

Objet: SUPERFICIE des TERRAINS à BATIR

SOUS-PREFECTURE DE NERAC	
Reçu le:	23 AOUT 2006
	Loi n° 82213 du 23 1982

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Carte Communale est en cours d'élaboration.

Considérant que la Commune de LA REUNION est une commune rurale qui doit garder cet aspect, il souhaiterait que les nouveaux arrivants qui désireront faire construire une maison d'habitation, le fassent sur des terrains dont la superficie ne soit pas inférieure à 2.000 m².

Où l'exposé de Mr le Maire,
Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal ,

APPROUVE la proposition de Mr le Maire.

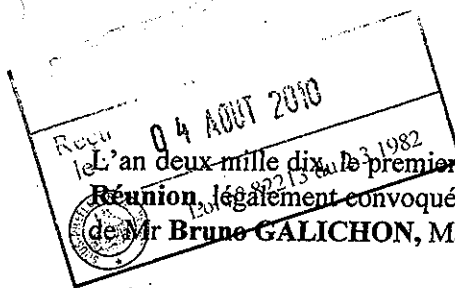
Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour extrait conforme,
Le Maire,

B. GALICHON



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE LA REUNION



Le premier juillet, à dix-neuf heures quinze, le Conseil Municipal de la commune de La Réunion, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans la salle de la Mairie, sous la présidence de Mr Bruno GALICHON, Maire.

Etaient présents M(Mmes) les Conseillers Municipaux : Bruno GALICHON, André SARRAU, Gérard MEHATS, Renée BERNARD, Guy HAUTESSE, Jérôme LAPLACE, Solange DUTHIL, Maud LIORZOU, Monique POLETO, Isabelle COUZI, Jean-Pierre BASSO, Michel CHAILLOU,

Absents excusés : Nelly MOLINIER, Andrée JARDEL, Sylvie BERSON,

Date de la convocation : 25 juin 2010

Mme Monique POLETO a été nommée secrétaire de séance.

Révision simplifiée de la carte communale pour l'aboutissement d'un projet :

Monsieur le Maire rappelle que le code de l'urbanisme prévoit la possibilité de réaliser une révision simplifiée d'une carte communale, notamment pour permettre la réalisation d'un projet.

Il expose que la carte communale délimite :

La carte communale délimite les « secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles ».

Il préconise de délimiter un secteur réservé, avec la procédure de modification d'une carte communale.

Selon l'article L 123-13 du code de l'urbanisme, une révision simplifiée est possible :

- soit pour la réalisation d'une construction ou d'une opération publique ou privée présentant un intérêt général pour la commune,
- soit pour un projet d'extension des zones constructibles qui ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable et ne comporte pas de risque de grave nuisance.

Monsieur le Maire propose donc de prescrire une révision simplifiée de la carte communale un projet d'intérêt général, lequel consiste en l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'emprise de la forêt communale.

Pour mener à bien ce projet, il convient d'apporter une modification à la dite carte communale.

Vu les articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme,

Considérant que le projet d'implanter une centrale photovoltaïque sur la forêt communale est conforme à l'intérêt général,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- de prescrire la révision simplifiée de la carte communale pour le projet évoqué,
- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L 123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques,
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante : mise à disposition du public d'un cahier d'observations et d'un dossier et information par voie de presse, affichage et toute autre moyen jugé utile.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour extrait conforme,



Le Maire,


Bruno GALICHON